Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture FERC-CGT

CGT Educ'Action Nord

Bourse du Travail, Boulevard de l'Usine,
CS 20 111, 59030 LILLE Cedex
Tel : 03 20 52 56 55 e-mail : 59@cgteduc-lille.org

Lille le 02 avril 2026,

Déclaration liminaire CSA Départemental consacré aux mesures postes.

La pilule ne passe pas. Nous allons renouveler par cette déclaration notre dénonciation des suppressions de postes massives. Les mesures d'austérité budgétaire contre le service public de l'Éducation nationale, au profit des plus grandes fortunes de ce pays et d'une augmentation des budgets militaires ne passent vraiment pas !
Les dégâts de cette politique, nous pouvons en faire le bilan comptable : 3 000 postes supprimés pour le pays, 400 pour l'académie de Lille, 58 ETP dans les lycées, 86 ETP dans les collèges du Nord, 9 ETP pour les SEGPA et 165 ETP pour le premier degré. 43 % des collèges du Nord ont été contraints de proposer des suppressions de postes. Suppressions qui ont été nombreuses dans les espaces les plus fragiles de notre département, c'est à dire par exemple, la zone Sambre-Avesnois. De façon générale, les établissements en éducation prioritaire restent les plus touchés depuis des années. La baisse démographique ne peut servir d'alibi, elle devrait justement servir à ajuster les moyens aux besoins, pour compenser les emplois non créés lors des années de hausse démographique.
Les conséquences, on ne les connaît que trop bien : ce sont les personnels qui vont devoir supporter des conditions de travail toujours aussi difficiles, et des élèves dont les besoins ne seront pas considérés.
Les signes de mal-être dans la profession se multiplient. Chacun sait que le métier attire moins, avec des concours qui peinent à recruter. Beaucoup d'agents évoquent une fatigue importante, un épuisement professionnel et surtout — et c'est grave pour un métier de service public — une perte de sens. Les arrêts maladie, les démissions et les demandes de reconversion continuent d'augmenter. Le manque de reconnaissance revient dans toutes les enquêtes de terrain. Les salaires restent faibles comparés à ceux d'autres pays de l'OCDE ; ils restent insuffisants au regard des exigences du métier. Les nouvelles suppressions de postes ont un effet démoralisant, et beaucoup les voient comme un manque de considération pour leurs conditions de travail. Les représentants syndicaux que nous sommes sont de plus en plus confrontés à la gestion de situations humaines, individuelles ou collectives, particulièrement difficiles, parfois marquées par une réelle détresse.
N'oublions pas non plus que derrière les chiffres des suppressions de postes (et des non-créations), il y a des personnels qui sont dans des situations de stress après la perte de leur poste. Il y a parfois des drames humains : des enseignants qui sont en poste depuis des années, investis dans leur mission, et qui vont devoir quitter leur établissement.
Nous parlons bien ici des 73 mesures de MCS en Collège et en segpa pour cette année.

Nous pourrions aussi évoquer la multiplication des compléments de service.
Ces suppressions de postes sont aussi choquantes pour le public. Alors que la France est parmi les plus mauvais élèves de l'OCDE en termes d'effectifs par classe, comment croire que l'Éducation est une priorité pour le pays ? Les chiffres sont têtus : La France continue d'avoir les classes de collège les plus chargées des pays européens (21 élèves en moyenne par classe en Europe contre 25 en France, 24,2 dans notre département). Ce n'est plus à démontrer, baisser le nombre d'élèves par classe est un des leviers les plus importants — pas le seul, sans doute — mais essentiel, pour prendre en charge correctement les élèves les plus en difficulté. Cela est d'autant plus vrai que l'inclusion généralisée demande une plus grande disponibilité pour nos élèves.
Il ne faut pas s'étonner que le climat scolaire et la santé mentale se dégradent dans ce contexte. La montée des actes de violence s'avère dramatique, à l'image du dernier événement vécu par notre collègue du collège de Sanary, poignardée par un élève de 14 ans. Pour enrayer cette violence dans les établissements, il s'agit de créer massivement des postes de vie scolaire, de RASED, de psy-EN, de personnels sociaux et de santé dans l'Éducation, de renforcer l'EVARS.
Rien de sérieux n'est entrepris pour empêcher la dégradation lente du service public de l'éducation nationale. Les nuages s'amoncellent. Les budgets des collectivités territoriales se réduisent ; la part consacrée aux établissements scolaires baisse mécaniquement. Les mesures ministérielles se résument à des slogans ronflants (« choc des savoirs », « plan 800 collèges »…) sans apporter de moyens conséquents, mais plutôt des vieilles recettes réactionnaires et managériales pour complaire à la frange nostalgique d'un certain électorat. Ces mesures n'apportent pas de solution mais créent de nouveaux problèmes. Ces réformes servent aussi à cacher le refus de réviser la carte de l'éducation prioritaire dans un contexte de dégradation de la situation sociale et d'augmentation des inégalités sociales.
Alors que les discours de haine, porteurs de discriminations et d'exclusion, montent dangereusement dans la société, il est plus que temps de redonner les moyens à l'éducation.
Celle-ci ne sert pas uniquement à former de futurs travailleurs, elle doit avant tout développer massivement dans notre jeunesse l'esprit critique, l'ouverture d'esprit et déconstruire les préjugés. Renforcer cette mission est urgent au regard du contexte actuel.
Pour toutes ces raisons, les organisations syndicales de l'éducation nationale, dont la CGT Educ'Action ont appelé à la grève et à la manifestation le 31 mars pour dénoncer les suppressions de postes, le manque de moyens, les conditions de travail et salariales et appellent à amplifier les actions. Dans tout le pays, des parents d'élèves, des personnels, des élus s'organisent pour lutter contre des fermetures de classe ou d'école dans le premier degré, des classes surchargées dans les collèges et les lycées.
La CGT se déclare évidemment solidaire de toutes celles et tous ceux qui luttent et qui ont compris que l'Éducation est un investissement pour la nation, pas seulement un coût.
La CGT Educ'Action réclame une politique ambitieuse pour l'éducation, pour un service public de l'éducation progressiste et émancipateur.